

13 AOUT 1985. — Circulaire n° 267. — Interruption de la carrière professionnelle dans le secteur public

Aux administrations des ministères et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat.

Copie pour MM. les Présidents des Exécutifs (article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Monsieur le Ministre,
Madame le Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le *Moniteur belge* du 12 juillet 1985 a publié l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères : il accorde aux membres du personnel définitif et temporaire de ces administrations et services le droit d'interrompre leur carrière de manière complète pendant une période de 6 mois au moins et d'un an au plus et de percevoir une allocation mensuelle de 10 504 F.

Le régime de l'interruption de la carrière est temporaire : il peut être demandé jusqu'au 1er janvier 1987 (article 175, alinéa 1er de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales). Il n'est cependant pas exclu que le Gouvernement décide de le prolonger.

Les membres du personnel définitif et temporaire ne peuvent interrompre leur carrière qu'une seule fois pour une durée de 1 an mais il est évident qu'une première interruption de 6 mois peut être suivie d'une seconde interruption de même durée.

L'arrêté royal du 3 juillet 1985 précité est entré en vigueur le 22 juillet 1985. On notera cependant que les intéressés doivent communiquer par écrit à l'autorité dont ils relèvent la date à laquelle ils désirent interrompre leur carrière et ce, trois mois au moins avant le début de l'interruption; ce délai peut toutefois être abrégé par l'autorité à la demande de l'agent.

L'article 19 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres prévoit que le régime fixé par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 sera applicable de plein droit au personnel des organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat, à partir du premier jour du deuxième mois qui suivra son entrée en vigueur : ce régime sera donc, à cette date, ouvert au personnel de tous les organismes d'intérêt public relevant de l'Etat et pas seulement au personnel des organismes visés par la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. L'article 19 de la loi précitée habilite également le Roi à fixer des modalités particulières d'application du régime de l'interruption de carrière pour les organismes d'intérêt public. L'arrêté royal du 3 juillet 1985 n'est donc pas applicable immédiatement aux organismes d'intérêt public : il le sera seulement à partir du 1er octobre 1985, sans qu'il soit besoin pour cela que des modalités particulières d'application aient été préalablement fixées.

Vous voudrez bien trouver en annexe à la présente un document explicatif sur le régime de l'interruption de la carrière professionnelle.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Ch.-F. NOTHOMB.

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALFNIEL.

13 AUGUSTUS 1985. — Omzendbrief nr. 267. — Onderbreking van de beroepsloopbaan in de overheidssector

Aan de besturen van de ministeries en aan de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan.

Afschrift aan de heren Voorzitters van de Executieven (artikel 87, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot heffing der instellingen).

Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Staatssecretaris,
Mijnheer de Staatssecretaris,

Het *Belgisch Staatsblad* van 12 juli 1985 publiceerde het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries : het kent aan de leden van het vastbenoemd en tijdelijk personeel van deze besturen en diensten het recht toe hun loopbaan volledig te onderbreken tijdens een periode van ten minste 6 maanden en ten hoogste een jaar en een maandelijksse toelage te ontvangen van 10 504 F.

De regeling inzake onderbreking van de loopbaan is tijdelijk : ze kan worden aangevraagd tot 1 januari 1987 (artikel 175, eerste lid, van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen). Het is evenwel niet uitgesloten dat de Regering beslist ze te verlengen.

De leden van het vastbenoemd en het tijdelijk personeel kunnen hun loopbaan slechts eenmaal voor een periode van 1 jaar onderbreken, maar het spreekt vanzelf dat op een eerste onderbreking van 6 maanden nog een tweede onderbreking van dezelfde duur kan volgen.

Het voormelde koninklijk besluit van 3 juli 1985 is van kracht geworden op 22 juli 1985. Men zal evenwel bemerken dat belanghebbenden schriftelijk aan de overheid, waaronder ze ressorteren, de datum moeten mededelen waarop ze hun loopbaan willen onderbreken, en dit tenminste drie maanden vóór het begin van de onderbreking; deze termijn kan evenwel door de overheid op verzoek van de ambtenaar ingekort worden.

Artikel 19 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen stelt dat de regeling die is vastgelegd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 van rechtswege toepasselijk zal zijn op het personeel van de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan, vanaf de eerste dag van de tweede maand volgend op het van kracht worden van de vermelde bepaling : deze regeling zal dus, op die datum, openstaan voor het personeel van alle instellingen van openbaar nut die onder de Staat ressorteren en niet enkel voor het personeel van de instellingen die beoogd worden door de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Artikel 19 van voormelde wet machtigt de Koning ook om, in de regeling inzake loopbaanonderbreking, bijzondere toepassingsmodaliteiten voor de instellingen van openbaar nut vast te leggen. Het koninklijk besluit van 3 juli 1985 is dus niet onmiddellijk toepasselijk op de instellingen van openbaar nut : het zal dit slechts zijn vanaf 1 oktober 1985, zonder dat daartoe vooraf bijzondere toepassingsmodaliteiten moeten vastgelegd zijn.

In bijlage vindt U een verklarend document over de regeling inzake onderbreking van de beroepsloopbaan.

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Ch.-F. NOTHOMB.

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALFNIEL.

Annexe

INTERRUPTION DE LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

L'interruption de la carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 consiste à cesser ses activités professionnelles pendant une durée déterminée, avec la garantie de retrouver son emploi à la fin de l'interruption.

Les motifs de cette interruption peuvent être de divers ordres (éducation des enfants, préparation d'examens de carrière, formation, etc...), sans qu'une justification doive être donnée.

Une allocation mensuelle est accordée pendant la période d'interruption. L'agent est remplacé dans son service par un chômeur complet indemnisé.

1. LES MINISTÈRES

1.1. Le personnel statutaire

a) Droit à l'interruption de la carrière

Les membres du personnel définitif ou temporaire des administrations ou autres services des ministères (1), ont le droit d'interrompre leur carrière professionnelle de manière complète pendant une période de 6 mois au moins et 1 an au plus.

Toutefois, l'agent statutaire ne peut interrompre sa carrière pendant la durée du stage qui suit l'entrée en service.

De même, chaque ministre peut, pour des raisons inhérentes au fonctionnement du service, exclure du bénéfice de l'interruption de la carrière les catégories de fonctions qu'il détermine. Les titulaires de ces fonctions peuvent néanmoins demander à être autorisés par le ministre à interrompre leur carrière s'il s'avère que cette interruption n'aura pas pour effet de compromettre le bon fonctionnement du service.

b) Comment interrompre sa carrière ?

L'agent doit prévenir par écrit l'autorité dont il relève de la date à partir de laquelle il désire interrompre sa carrière, ainsi que de la durée de l'interruption.

Cette communication doit être adressée à l'autorité au moins 3 mois avant le début de l'interruption. Le délai de 3 mois peut toutefois être réduit par l'autorité à la demande de l'agent.

Si l'agent souhaite reprendre ses fonctions avant que n'expire la période d'interruption, il lui suffit d'en avertir l'autorité dont il relève un mois à l'avance.

c) Allocation d'interruption

Pendant toute la durée de l'interruption de carrière, l'agent perçoit une allocation mensuelle de 10 504 F. Ce montant n'est pas indexé.

L'allocation est payée directement à l'intéressé par l'Office national de l'emploi même si l'agent qui interrompt sa carrière n'est pas remplacé par un chômeur complet indemnisé : en ce cas, l'Office récupère à charge de l'administration ou du service le montant de l'allocation afférent aux périodes pendant lesquelles le remplacement n'a pas été effectué.

Pour l'application des dispositions fiscales, l'allocation est considérée comme un revenu de remplacement.

d) Situation administrative de l'agent pendant l'interruption de la carrière

L'agent est en congé sans traitement, c'est-à-dire en activité de service s'il est agent définitif et dans une position analogue s'il est agent temporaire.

La durée de l'interruption est dès lors prise en considération pour le calcul des anciennetés administratives dont dépend la promotion.

Par exemple, un agent qui compterait 3 ans d'ancienneté dans un grade du rang 10 peut être promu à un grade du rang 11 même s'il a interrompu sa carrière pendant une de ces 3 années.

(1) Par autres services des ministères, il faut entendre des services qui relèvent directement du ministre, mais qui, tout en n'ayant pas une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat, sont soumis à un régime particulier, lequel les distingue des administrations placées sous l'autorité du même ministre; comme exemples on peut donner le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux.

Bijlage

ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN

De loopbaanonderbreking in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 bestaat erin zijn beroepsactiviteiten tijdens een bepaalde periode neer te leggen, met de waarborg, op het einde van de onderbreking zijn betrekking terug te krijgen.

De motieven van deze onderbreking kunnen velerlei zijn (opvoeding der kindeken, voorbereiding van loopbaanexamens, vorming, enz...) zonder dat een bewijs moet gegeven worden.

Tijdens de onderbrekingsperiode wordt een maandelijks uitkering toegekend. In zijn dienst wordt de ambtenaar vervangen door een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze.

1. DE MINISTERIES

1.1. Het statutair personeel

a) Recht op loopbaanonderbreking

De leden van het vastbenoemd of tijdelijk personeel van de besturen of andere diensten der ministeries (1) hebben het recht hun beroepsloopbaan volledig te onderbreken tijdens een periode van ten minste 6 maanden en ten hoogste 1 jaar.

Nochtans mag de statutaire ambtenaar zijn loopbaan niet onderbreken tijdens de stageperiode die volgt op de indiensttreding.

Zo ook kan elke Minister, om redenen die inherent zijn aan de werking van de dienst, de categorieën van ambten die hij bepaalt uitsluiten van de loopbaanonderbreking. De titularissen van deze ambten kunnen niettemin vragen om door de Minister te worden gemachtigd hun loopbaan te onderbreken, indien blijkt dat deze onderbreking niet tot gevolg zal hebben dat de goede werking van de dienst wordt verstoord.

b) Hoe onderbreekt men zijn loopbaan ?

De ambtenaar moet schriftelijk de overheid onder wie hij ressorteert op de hoogte stellen van de datum vanaf welke hij zijn loopbaan wil onderbreken, en ook van de duur van de onderbreking.

Deze mededeling moet aan de overheid ten minste 3 maanden vóór het begin van de onderbreking worden toegestuurd. De termijn van 3 maanden kan evenwel door de overheid, op verzoek van de ambtenaar, worden verminderd.

Indien de ambtenaar zijn ambt terug wil opnemen vooraleer de onderbrekingsperiode verstrijkt, volstaat het dat hij de overheid onder wie hij ressorteert een maand vooraf op de hoogte stelt.

c) Onderbrekingsuitkering

Tijdens de duur van zijn loopbaanonderbreking ontvangt de ambtenaar een maandelijks uitkering van 10 504 F. Dit bedrag wordt niet geïndexeerd.

De uitkering wordt rechtstreeks aan de betrokkene uitbetaald door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, zelfs als de ambtenaar, die zijn loopbaan onderbreekt, niet vervangen wordt door een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze: in dat geval vordert de Rijksdienst ten laste van het bestuur of van de dienst het bedrag terug van de uitkering die betrekking heeft op de periodes tijdens welke geen vervanging heeft plaatsgevonden.

Voor de toepassing van de fiscale bepalingen wordt de uitkering beschouwd als een vervangingsinkomen.

d) Administratieve toestand van de ambtenaar tijdens zijn loopbaanonderbreking

De ambtenaar is met verlof zonder wedde, d.w.z. in dienstactiviteit indien hij vastbenoemd ambtenaar is en in een gelijkaardige toestand indien hij tijdelijk ambtenaar is.

De duur van de onderbreking wordt dus in aanmerking genomen voor de berekening van de administratieve anciënniteiten waarvan de bevordering afhangt.

Zo kan een ambtenaar die 3 jaar anciënniteit in een graad van rang 10 zou tellen, tot een graad van rang 11 worden bevorderd, zelfs al heeft hij zijn loopbaan tijdens één van deze 3 jaren onderbroken.

(1) Onder andere diensten van de ministeries moet worden verstaan diensten die onder het rechtstreeks gezag van een minister staan maar, aangezien zij geen van de Staat onderscheiden rechtspersoonlijkheid hebben, onder een bijzondere regeling vallen waardoor ze onderscheiden zijn van de besturen die onder het gezag van dezelfde minister staan. Als voorbeelden mag men geven het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen en het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen.

La période d'interruption est également prise en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire dont dépend l'octroi des annales et des biennales.

e) Statut social de l'agent pendant l'interruption de carrière

— soins de santé

Pendant l'interruption de carrière, l'agent conserve ses droits en matière de soins de santé. A titre de document de cotisation, l'Onem délivre une attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption dans le mois suivant la fin de chaque trimestre au cours duquel l'agent a bénéficié de celle-ci.

L'attestation doit être remise par l'intéressé à sa mutuelle.

La maladie ou l'infirmité résultant d'un accident n'a pas pour effet de mettre fin à l'interruption de carrière.

— allocations familiales

Pendant l'interruption de carrière, l'agent conserve ses droits aux allocations familiales.

— pensions

La période d'interruption est prise en considération tant pour l'octroi que pour le calcul de la pension de retraite et de survie.

Si l'interruption de carrière se situe dans la période prise en considération pour établir la moyenne des traitements servant de base au calcul de la pension de retraite, il est tenu compte du traitement qui aurait été perçu par l'agent s'il était resté en service.

f) L'agent peut-il exercer une activité lucrative pendant l'interruption de carrière ?

L'agent qui interrompt sa carrière est, à cet égard, assimilé au travailleur du secteur privé qui interrompt sa carrière.

Peuvent donc seules être exercées, pendant l'interruption, les activités lucratives compatibles avec l'octroi des allocations de chômage (voir arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption — *Moniteur belge* du 14 février 1985).

g) Remplacement de l'agent pendant l'interruption de carrière

Ce remplacement est assuré par un chômeur complet indemnisé.

Dès qu'une administration est prévenue de ce qu'un de ses agents souhaite interrompre sa carrière, elle fait connaître à l'Onem la date du début et la durée de l'interruption ainsi que les qualifications attendues du chômeur demandé en remplacement.

L'Onem doit mettre à la disposition de l'administration un chômeur complet indemnisé, choisi par priorité parmi les lauréats des réserves de recrutement du Secrétariat permanent de recrutement.

Pendant la durée du remplacement, il a la qualité de chômeur mis au travail par les pouvoirs publics (article 161 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage). Toutefois, par dérogation à l'article 170, alinéa 1er, 1^o de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité, l'indemnité due à l'Onem par l'administration qui occupera le chômeur remplaçant sera égale à l'allocation visée à l'article 166 du même arrêté.

1.2. Le personnel contractuel

Le personnel contractuel occupé dans les administrations et autres services des ministères en vertu d'un contrat de travail peut bénéficier de l'interruption de carrière aux conditions et selon les modalités prévues pour les travailleurs du secteur privé (arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption). A la différence du régime prévu pour le personnel statutaire, l'interruption de la carrière n'est pas un droit pour les membres du personnel engagés par contrat de travail : ils ne peuvent interrompre leur carrière qu'avec l'accord de l'autorité dont ils relèvent.

Les membres du personnel contractuel peuvent interrompre leur carrière soit d'une manière complète soit à mi-temps.

Sont toutefois exclus les stagiaires engagés dans le cadre de l'arrêté royal n^o 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

De onderbrekingsperiode wordt eveneens in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit waarvan de toekenning van de jaarlijkse en tweejaarlijkse verhogingen afhangt.

e) Sociaal statuut van de ambtenaar tijdens de loopbaanonderbreking

— gezondheidszorgen

Tijdens de loopbaanonderbreking behoudt de ambtenaar zijn rechten inzake gezondheidszorg. Als bijdragedocument levert de R.V.A. een getuigschrift af van rechthebbende op een onderbrekingsuitkering, tijdens de maand volgend op het einde van elk kwartaal waarin de ambtenaar die ontvangen heeft.

Het getuigschrift moet door de betrokkene aan zijn ziekenfonds worden overhandigd.

Ziekte of gebrekkigheid ingevolge een ongeval leidt er niet toe dat een einde wordt gesteld aan de loopbaanonderbreking.

— kinderbijslag

Tijdens de loopbaanonderbreking behoudt de ambtenaar zijn rechten op kinderbijslag.

— pensioenen

De onderbrekingsperiode wordt in aanmerking genomen voor de toekenning en voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen.

Indien de loopbaanonderbreking in de periode valt die in aanmerking wordt genomen om het gemiddelde van de wedden vast te stellen, dat als grondslag dient voor het berekenen van het rustpensioen, wordt rekening gehouden met de wedde die de ambtenaar zou ontvangen hebben indien hij in dienst ware gebleven.

f) Mag de ambtenaar een winstgevende activiteit uitoefenen tijdens de loopbaanonderbreking ?

De ambtenaar die zijn loopbaan onderbreekt wordt terzake gelijkgesteld met de werknemer van de privé-sector die zijn loopbaan onderbreekt.

Enkel de winstgevende activiteiten die verenigbaar zijn met de toekenning van de werkloosheidsvergoedingen mogen dus worden uitgeoefend (zie koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen — *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1985).

g) Vervanging van de ambtenaar tijdens de loopbaanonderbreking

Deze vervanging gebeurt door een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze.

Van zodra een bestuur verwittigd wordt dat één van zijn ambtenaren zijn loopbaan wil onderbreken, deelt het aan de R.V.A. de datum van het begin en de duur van de onderbreking mee en ook de kwalificaties die van de ter vervanging gevraagde werkloze worden verwacht.

De R.V.A. moet ter beschikking van het bestuur een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze stellen, bij voorrang gekozen onder de geslaagden van de wervingsreserves van het Vast Wervingssecretariaat.

Tijdens de duur van de vervanging heeft hij de hoedanigheid van werkloze die door de overheid is tewerkgesteld (artikel 161 van het Koninklijk Besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid). Evenwel, in afwijking van artikel 170, eerste lid, 1^o van het voormelde koninklijk besluit van 20 december 1963, is de vergoeding verschuldigd aan de R.V.A. door de administratie die de vervangende werkloze tewerkstelt, gelijk aan de in artikel 166 van hetzelfde besluit bedoelde toelage.

1.2. Het contractueel personeel

Het contractueel personeel dat krachtens een arbeidsovereenkomst in de besturen en andere diensten van de ministeries wordt tewerkgesteld, kan het voordeel van de loopbaanonderbreking genieten tegen de voorwaarden en volgens de modaliteiten die bepaald zijn voor de werknemers van de privé-sector (Koninklijk Besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen). In tegenstelling tot de regeling die bepaald is voor het statutair personeel, is de loopbaanonderbreking geen recht voor de personeelsleden die bij arbeidsovereenkomst zijn aangeworven : zij kunnen hun loopbaan slechts onderbreken met instemming van de overheid waaronder zij ressorteren.

De leden van het contractueel personeel kunnen dus hun loopbaan ofwel volledig ofwel halftijd onderbreken.

De stagiairs die in dienst zijn genomen in het raam van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces zijn evenwel uitgesloten.

2. LES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

La loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres contient une disposition rendant le régime de l'interruption de carrière en vigueur pour le personnel statutaire des ministères, applicable de plein droit à l'ensemble du personnel statutaire des organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat (voir supra 1.1.).

En ce qui concerne le personnel contractuel occupé dans ce secteur, il peut bénéficier, tout comme le personnel contractuel des ministères, de l'interruption de carrière aux conditions et selon les modalités prévues pour les travailleurs du secteur privé (voir supra 1.2.).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Centre de Recherches agronomiques de Gand
Emploi à conférer

L'emploi de chef de section (degré III) à la Section « Recherches herbagère et fourragère », de la Station d'Amélioration des Plantes à Merelbeke, dépendant du Centre de Recherches agronomiques de Gand, est à conférer.

Les candidats doivent avoir atteint le rang A de la carrière scientifique (arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat).

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et des pièces justifiant que le candidat satisfait à la condition précitée, doivent être adressées sous pli recommandé à la poste, dans les trente jours à compter de la présente publication, au directeur général de l'Administration de la Recherche agronomique, Manhattan Center, Office Tower, avenue du Boulevard 21, 7e étage, 1210 Bruxelles.

2. DE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

De wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, bevat een bepaling waarbij de regeling der loopbaanonderbreking die van kracht is voor het statutair personeel van de ministeries, van rechtswege toepasselijk wordt gemaakt op al het statutair personeel van de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat vallen (zie supra 1.1.).

Anderzijds kan het contractueel personeel dat in deze sector is tewerkgesteld, zoals het contractueel personeel van de ministeries, het voordeel van de loopbaanonderbreking genieten tegen de voorwaarden en volgens de modaliteiten die bestaan voor de werknemers van de privé-sector (zie supra 1.2.).

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gent
Te begeven betrekking

De betrekking van hoofd van een afdeling (trap III) bij de Afdeling « Grasland en Voederonderzoek », van het Rijksstation voor Plantenveredeling te Merelbeke, afhangende van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gent, is te begeven.

De kandidaten moeten rang A van de wetenschappelijke loopbaan bereikt hebben (koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat).

De candidaturen, samen met een curriculum vitae en de bewijsstukken, waaruit blijkt dat de gegadigde aan voormelde voorwaarde voldoet, dienen binnen de dertig dagen, te rekenen van onderhavige publicatie, bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de directeur-generaal van het Bestuur voor Landbouwkundig Onderzoek, Manhattan Center, Office Tower, Bolwerklaan 21, 7e verdieping, 1210 Brussel.

**PUBLICATIONS LÉGALES
ET AVIS DIVERS****WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN****Annonces — Aankondigingen****Sociétés — Vennootschappen**

Société immobilière et financière « Simmofina »,
société anonyme,
avenue des Eglantiers 5, à Uccle
R.C. Bruxelles 431879

Convocation

Étant donné qu'une première assemblée générale extraordinaire convoquée avec le même ordre du jour que celui indiqué ci-après n'a pas réuni le quorum des titres requis par la loi, les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée générale qui se tiendra le jeudi 26 septembre prochain à 10 heures, en l'étude du notaire James Dupont, rue de l'Industrie 24, 1040 Bruxelles, pour délibérer sur le même ordre du jour, savoir :

Ordre du jour :

1. Prorogation de la société pour une durée illimitée;
2. Réduction du capital social à concurrence de 24 600 000 F pour le ramener de 124 000 000 F à 99 400 000 F. Cette réduction sera opérée par prélèvement sur la partie du capital réellement libérée au point de vue fiscal et sera réalisée en vue de rembourser en espèces une somme de 200 F à chacune des 123 000 actions existantes contre remise du coupon n° 1;

3. Modifications suivantes aux statuts :

Articles 4, 5 et 6 : pour mettre le texte de ces articles en concordance avec les résolutions à prendre sur les deux premiers points de l'ordre du jour et pour compléter l'historique du capital.

Article 15 : pour mettre le texte de cet article en concordance avec la loi du 21 février 1985 portant réforme du revisorat d'entreprises.

Articles 18 et 34 : pour supprimer le texte de ces deux articles.

4. Pouvoirs à donner au conseil d'administration pour l'exécution des décisions à prendre sur les points précédents de l'ordre du jour et pour établir et déposer au greffe du tribunal de commerce le texte des statuts mis à jour.

Dépôt des titres au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée. Les formalités accomplies pour assister à la première assemblée restent valables pour la seconde. (19816)

Société anonyme Bergwood,
rue du Congrès 37-41, 1000 Bruxelles
R.C. Bruxelles 272760 — T.V.A. 400.432.430

Assemblée générale extraordinaire le 26 septembre 1985, à 15 heures, au siège social, rue du Congrès 37-41, 1000 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Examen de l'éventuelle liquidation de la société ou adoption des mesures présentées par les administrateurs en vue de la continuation des activités de la société;

2. Nomination administrateurs. (19815)

Covibe, société anonyme, à 1180 Bruxelles (Uccle),
avenue de Sumatra 24
R.C. Bruxelles 443374

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 25 septembre 1985, à 17 h 30 m, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapports des administrateurs et commissaire. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire. (19817)